



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 13/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGINODE FRANCE SASU

86 Avenue Jean Baptiste Clément
08170 Fumay

Références : E2 - NiM/DeF - n° 25/059
Code AIOT : 0005703021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 de l'établissement AGINODE FRANCE SASU implanté 86 Avenue Jean Baptiste Clément 08170 Fumay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGINODE FRANCE SASU
- 86 Avenue Jean Baptiste Clément 08170 Fumay
- Code AIOT : 0005703021
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Fumay produit deux types de câbles électriques pour les réseaux de télécommunication (réseau LAN et PTTA).

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure.

Thème de l'inspection : Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Produits incompatibles	AP de Mise en Demeure du 04/09/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Etat des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 04/09/2024, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de lever les non-conformités relevées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-535 du 4 septembre 2024. L'Inspection propose d'abroger cet arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/09/2024, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions non déportées
Prescription contrôlée : La société AGINODE FRANCE SASU exploitant une installation de production de câbles électriques sise 86 avenue Jean Baptiste Clément sur la commune de Fumay est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4519 du 23 octobre 2001 susvisé en disposant les produits incompatibles sur des rétentions distinctes, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Après avoir étudié la compatibilité des différents produits entre eux, l'exploitant a modifié ses conditions de stockage de telle sorte que les produits incompatibles entre eux soient stockés sur des rétentions distinctes. Lors du contrôle effectué par sondage dans le local de stockage des produits pour l'entretien et la maintenance, l'inspection n'a pas relevé de non-conformité ; notamment, le produit détergent (Néo Clean) et le biocide (Acticide OX) qui sont des bases fortes ne sont pas sur la même rétention que l'huile (RENOLIN EXTRA 15 S) avec laquelle ils sont incompatibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/09/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : La société AGINODE FRANCE SASU exploitant une installation de production de câbles électriques sise 86 avenue Jean Baptiste Clément sur la commune de Fumay est mise en demeure de respecter les dispositions du point 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 susvisé en disposant d'un état des matières stockées mis à jour, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté un état des matières stockées mis à jour fin janvier. L'inspection a procédé à un contrôle par sondage : la quantité de béruclean 3050 en stock est conforme à la valeur indiquée dans l'état des matières stockées à savoir 600 litres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure